

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 mars 2014

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative aux efforts consentis par la Belgique
en vue d'assurer un enseignement de qualité
dans les pays du Sud**

(déposée par
MM. Steven Vanackere et Roel Deseyn)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 maart 2014

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de Belgische inspanningen
voor kwaliteitsvol onderwijs
in het Zuiden**

(ingediend door
de heren Steven Vanackere en Roel Deseyn)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral
CRABV:	Compte Rendu Analytique
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En dépit des progrès importants réalisés en matière d'accès à l'enseignement primaire au cours de la dernière décennie, de nombreux systèmes d'enseignement ont encore à relever des défis de taille dans les pays du Sud. En plus des 57 millions d'enfants ne fréquentant toujours pas l'école primaire, on dénombre 68,5 millions d'enfants n'ayant pas accès à l'enseignement secondaire inférieur¹. En outre, on estime que 250 millions d'enfants qui fréquentent l'école (primaire) n'y apprennent quasi rien en raison de la mauvaise qualité de l'enseignement. En fait, ces enfants sont, eux aussi, privés d'accès au droit à l'enseignement (utile)².

Eu égard aux taux d'exclusion et d'abandon observés aux niveaux inférieurs de l'enseignement, la situation dans les niveaux supérieurs de l'enseignement est naturellement aussi précaire. À l'échelle mondiale, moins d'un jeune sur trois suit une forme d'enseignement supérieur. Dans les pays à faible revenu, cette moyenne est même inférieure à 1 sur 12 (dans certains pays, elle tombe à 1 sur 50, voire moins)³. La scolarisation accrue, la pression démographique en hausse, les exigences sans cesse croissantes que la société et les entreprises posent à l'enseignement, les guerres et conflits, la corruption, etc. renforcent en outre les défis auxquels les systèmes d'enseignement sont confrontés dans les pays du Sud.

Alors que les défis en matière d'enseignement semblent plus grands que jamais, cela fait quelques années que l'aide internationale à l'enseignement diminue dans les pays du Sud. Ce sont principalement les donateurs bilatéraux qui, ces dernières années, ont revu à la baisse leur aide apportée au secteur de l'enseignement. Qui plus est, l'aide accordée à l'enseignement dans les pays du Sud ne bénéficie pas aux pays éprouvant les plus grands besoins⁴. L'écart entre

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Ondanks de sterke vooruitgang in de toegang tot lager onderwijs van het laatste decennium kampen onderwijssystemen in het Zuiden nog steeds met zeer grote uitdagingen in het onderwijs. Naast de 57 miljoen kinderen die nog altijd niet naar de lagere school gaan, zijn er 68,5 miljoen kinderen die geen toegang hebben tot lager middelbaar onderwijs¹. Bovendien leren naar schatting 250 miljoen kinderen die wel naar (de lagere) school gaan er door de slechte kwaliteit van het onderwijs zo goed als niets bij. Ook deze kinderen hebben in feite geen toegang tot het recht op (zinvol) onderwijs².

De situatie in de hogere onderwijsniveaus is als gevolg van de cumulatie van uitsluiting en uitval in de lagere onderwijsniveaus uiteraard ook precair. Wereldwijd volgt minder dan 1 op 3 jongeren een vorm van hoger onderwijs. In lage inkomenslanden is dit gemiddeld zelfs minder dan 1 op 12 (in bepaalde landen tot 1 op 50 of zelfs minder)³. Toegenomen scholarisatie, stijgende bevolkingsdruk, de steeds hogere eisen gesteld aan het onderwijs vanuit samenleving en bedrijfsleven, oorlogen en conflicten, corruptie, enzovoort versterken bovendien de uitdagingen waar onderwijssystemen in het Zuiden mee kampen.

Terwijl de uitdagingen met betrekking tot onderwijs in het Zuiden groter lijken dan ooit, daalt de internationale steun voor onderwijs in het Zuiden al enkele jaren. Vooral bilaterale donoren hebben de laatste jaren hun steun aan de onderwijssector gevoelig teruggeschoefd. Bovendien gaat de steun voor onderwijs in het Zuiden niet naar de landen met grootste noden⁴. De kloof tussen de beschikbare middelen voor onderwijs (van overheden in het Zuiden en donoren samen) en de middelen die

¹ LA SCOLARISATION DE MILLIONS D'ENFANTS MISE EN PERIL PAR LES REDUCTIONS DE L'AIDE, Bulletin d'information de l'ISU juin 2013, N° 25, UNESCO. <http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/fs-25-out-of-school-children-fr.pdf>.

² *Making Rights Realities: Researching Educational Access, Transitions and Equity*. CREATE Consortium for Research on Educational Access, Transitions & Equity, 2011. http://www.create-rpc.org/pdf_documents/Making-Rights-Realities-Keith-Lewin-September-2011.pdf.

³ EFA Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2012 Tableaux statistiques.

⁴ EFA Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. La scolarisation de millions d'enfants mise en péril par les réductions de l'aide Document d'orientation n° 9, juillet 2013.

¹ *SCHOOLING FOR MILLIONS OF CHILDREN JEOPARDISED BY REDUCTIONS IN AID*, UIS Fact Sheet, June 2013, Nr. 25, UNESCO. <http://www.uis.unesco.org/Education/Documents/fs-25-out-of-school-children-en.pdf>

² *Making Rights Realities: Researching Educational Access, Transitions and Equity*. CREATE Consortium for Research on Educational Access, Transitions & Equity, 2011. http://www.create-rpc.org/pdf_documents/Making-Rights-Realities-Keith-Lewin-September-2011.pdf

³ *EFA Global Monitoring Report 2012 Statistical Tables*.

⁴ EFA Global Monitoring Report. Schooling for millions of children jeopardized by reductions in aid. Policy Paper nr.9, July 2013.

les moyens disponibles pour l'enseignement (venant conjointement des pouvoirs publics des pays du Sud et des donateurs) et les moyens nécessaires pour permettre à tous les enfants de par le monde de fréquenter l'école primaire et secondaire s'est dès lors accru pour atteindre 26 milliards de dollars US par an⁵.

L'enseignement a pourtant un impact avéré sur le développement économique et humain au sens large. Les investissements opérés par le biais de la coopération au développement dans le secteur de l'enseignement dans les pays du Sud contribuent également au développement dans d'autres secteurs et domaines de la société:

— l'enseignement mène à une augmentation des revenus et une croissance économique. Un an de scolarité additionnel a pour résultat un progrès du revenu individuel de 10 %, tandis que chaque année scolaire supplémentaire fait avancer le produit national brut de 0,37 %;

— l'enseignement mène à une amélioration de la santé. Ainsi, chaque année scolaire supplémentaire que suivent les mères entraîne une diminution de la mortalité infantile de 5 à 10 % et l'enseignement contribue à la prévention de maladies telles que la malaria, le sida/hiv,...

— l'enseignement mène à une plus grande égalité des genres. Un investissement dans l'enseignement des filles peut par exemple accroître le rendement agricole de 25 % en Afrique subsaharienne;

— l'enseignement mène à une prise de conscience sur le changement climatique, avec des mesures portant sur la diminution des émissions et comment apprendre à vivre avec ses conséquences;

— l'enseignement joue un rôle dans la consolidation de la paix et la promotion de la démocratie;

— l'enseignement est un droit fondamental de l'homme qui a été inclus dans la convention sur les droits de l'homme la plus largement ratifiée, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE).

La coopération belge au développement investit systématiquement, depuis plusieurs dizaines d'années déjà, dans la mise en œuvre et l'amélioration de l'enseignement dans les pays du Sud. Depuis la loi du 25 mai 1999 sur la coopération internationale, "l'enseignement et la formation" sont un des secteurs clés de

nodig zijn om alle kinderen wereldwijd lager en middelbaar onderwijs te laten volgen is de laatste jaren dan ook gestegen tot een tekort van 26 miljard US dollar per jaar.⁵

Onderwijs heeft nochtans een bewezen impact op de brede economische en menselijke ontwikkeling. Investerings via ontwikkelingssamenwerking in de onderwijssector in het Zuiden dragen ook bij aan de ontwikkeling in andere sectoren en domeinen van de samenleving:

— onderwijs leidt tot inkomensverhoging en economische groei. Een extra jaar scholing resulteert in een toename van het individueel inkomen met 10 %, terwijl elk bijkomend gemiddeld scholingsjaar het jaarlijks bruto binnenlands product vooruit stuwt met 0,37 %;

— onderwijs leidt tot de verbetering van de gezondheid. Zo leidt elk extra scholingsjaar voor moeders tot een vermindering van de kindersterfte van 5 tot 10 % en draagt onderwijs bij aan de preventie van ziekten zoals malaria, hiv/aids,...

— onderwijs leidt tot meer gendergelijkheid. Investerings in onderwijs voor meisjes bijvoorbeeld kunnen het landbouwendement in Sub-Sahara Afrika met 25 % verhogen;

— onderwijs leidt tot meer bewustwording over klimaatverandering, het verminderen van CO₂-uitstoot en het leren omgaan met de gevolgen ervan;

— onderwijs speelt een rol in de vredesopbouw en het stimuleren van democratie;

— onderwijs is een fundamenteel mensenrecht dat werd opgenomen in het meest geratificeerde mensenrechtenverdrag, het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind (IVRK).

De Belgische ontwikkelingssamenwerking investeert al verschillende decennia systematisch in het realiseren en verbeteren van onderwijs in het Zuiden. Al sinds de wet betreffende de internationale samenwerking van 25 mei 1999 is "onderwijs en vorming" één van concentratiesectoren van de Belgische

⁵ EFA Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. L'Éducation pour tous est abordable – d'ici à 2015 et au-delà. Document d'orientation n° 6, février 2013.

⁵ EFA Global Monitoring Report. Education for All is affordable – by 2015 and beyond. Policy Paper nr. 6, February 2013.

la coopération belge au développement. Ce choix de l'enseignement comme priorité de la coopération belge au développement, outre les soins de santé de base, l'agriculture et la sécurité alimentaire et l'infrastructure de base, a été confirmé dans l'actuelle loi relative à la coopération belge au développement du 19 mars 2013.

Ces 30 dernières années, la coopération belge au développement a investi chaque année en moyenne quelque 8 % de la coopération au développement officielle totale dans le secteur de l'enseignement. À titre de comparaison, les montants investis dans les secteurs des soins de santé et de l'agriculture et de la sylviculture sont respectivement de 10,3 % et 9 %. Depuis 2009, l'aide accordée par la Belgique à l'enseignement dans les pays du Sud est toutefois en recul⁶.

La coopération bilatérale belge dans le secteur de l'enseignement s'est limitée, ces dernières années, à 4 des 18 pays partenaires: le Burundi, la RDC, l'Ouganda et les territoires palestiniens. Étant donné que les priorités en matière de coopération bilatérale doivent en principe rester identiques pendant trois Programmes Indicatifs de Coopération (PIC) consécutifs, cela signifie que, si l'on n'est pas prêt à reconsidérer les priorités, l'enseignement occupera une place très restreinte dans la coopération bilatérale belge au cours des 8 à 10 prochaines années. Pourtant, plusieurs pays partenaires de la Belgique, essentiellement en Afrique occidentale, centrale et orientale ont à relever des défis particulièrement importants en matière d'accès aux systèmes éducatifs et de qualité de ces derniers. Une analyse approfondie du secteur de l'enseignement dans ces pays pourrait fournir des arguments puissants pour réorienter les priorités de la coopération belge dans ces pays. Malheureusement, les analyses sectorielles en vue de préparer un nouveau PIC ne sont réalisées que pour les secteurs prioritaires du PIC existant.

L'attention limitée accordée par la coopération bilatérale belge au secteur de l'enseignement se traduit également par la présence limitée de spécialistes de l'enseignement au sein du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, tant sur le terrain qu'au siège principal.

Sur le front de la coopération multilatérale, la coopération belge au développement s'est fortement investie, ces dernières années, dans l'accroissement de la contribution annuelle au *Global Partnership for Education*. Cet effort est admirable et doit être poursuivi à l'avenir, mais ne dispense pas la coopération belge au développement de l'obligation de continuer aussi à s'investir

ontwikkelingssamenwerking. Deze keuze voor onderwijs als prioriteit voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking naast basisgezondheidszorg, landbouw en voedselveiligheid en basisinfrastructuur werd opnieuw bevestigd in de huidige wet op de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013.

De Belgische ontwikkelingssamenwerking investeerde de laatste 30 jaar jaarlijks gemiddeld ongeveer 8 % van de totale officiële ontwikkelingssamenwerking (ODA) in de onderwijssector. Ter vergelijking: voor de sectoren gezondheidszorg en land- en bosbouw bedragen de investeringen respectievelijk 10,3 % en 9 %. Sinds 2009 loopt de Belgische steun aan onderwijs in het Zuiden echter terug⁶.

De Belgische bilaterale samenwerking in de onderwijssector beperkt zich de laatste jaren tot 4 van de 18 partnerlanden: Burundi, DRC, Oeganda en de Palestijnse gebieden. Aangezien de prioriteiten voor de bilaterale samenwerking in principe gedurende 3 opeenvolgende Indicatieve Samenwerkingsprogramma's (ISP) dezelfde dienen te blijven, betekent dit dat, indien er geen openheid is om de prioriteiten te herbekijken, onderwijs de volgende 8 tot 10 jaar een zeer beperkte plaats zal innemen in de Belgische bilaterale samenwerking. Nochtans zijn er verschillende Belgische partnerlanden, vooral in West-, Centraal- en Oost-Afrika die met bijzonder grote uitdagingen kampen op het vlak van de toegang tot en de kwaliteit van hun onderwijssystemen. Een grondige analyse van de onderwijssector in deze landen zou sterke argumenten kunnen opleveren om de prioriteiten voor de Belgische samenwerking in deze landen te heroriënteren. Jammer genoeg worden sectoranalyses in de voorbereiding van een nieuw ISP enkel uitgevoerd voor de prioriteitssectoren van het bestaande ISP.

De beperkte aandacht van de Belgische bilaterale samenwerking voor de onderwijssector uit zich ook in een beperkte aanwezigheid van onderwijsspecialisten in de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, zowel op het terrein als op de hoofdzetel.

Op het vlak van de multilaterale samenwerking heeft de Belgische ontwikkelingssamenwerking de laatste jaren sterk ingezet op het verhogen van de jaarlijkse bijdrage aan het *Global Partnership for Education*. Deze inspanning is bewonderenswaardig en dient ook in de toekomst volgehouden te worden, maar ontslaat de Belgische ontwikkelingssamenwerking niet van de

⁶ H. Huyse, (2013). Aide belge à l'enseignement de base: préparer l'avenir, Plan Belgique & HIVA KU Leuven.

⁶ H. Huyse, (2013). De Belgische hulp aan het basisonderwijs: historiek en denkplaatjes voor de toekomst, Plan België & HIVA KU Leuven.

dans le secteur de l'enseignement dans le cadre de la coopération au développement gouvernementale et non gouvernementale. Complémentairement aux contributions multilatérales (essentiellement financières), il existe en effet un besoin important de connaissances techniques, d'expertise et d'expérience de partenaires au développement bilatéraux et non gouvernementaux dans le secteur de l'enseignement.

Le soutien financier belge à l'enseignement dans les pays du Sud a été dominé, ces dernières décennies, par des dépenses dans le secteur de l'enseignement supérieur (près de 70 % en 2011⁷).

Une part considérable de cette aide consiste en bourses d'étude, lesquelles, bien souvent, visent non pas à améliorer les systèmes d'enseignement et/ou le secteur de l'enseignement dans les pays en développement eux-mêmes, mais à soutenir un autre domaine stratégique, comme le secteur agricole ou celui de la santé⁸. Or, le CAD de l'OCDE indique que c'est la finalité d'une activité ou d'un programme qui détermine le secteur auquel les dépenses doivent être affectées. Une grande part de ce que la Belgique considère comme aide au secteur de l'enseignement ne relève donc pas de cette catégorie en réalité (une bourse de doctorat dans le secteur agricole contribue à renforcer le secteur agricole, non celui de l'enseignement). L'aide réelle fournie par la Belgique au secteur de l'enseignement dans les pays du Sud est donc largement surestimée. Faute de données publiques disponibles, il apparaît en outre que, même après une étude complémentaire, il est difficile d'établir précisément dans quelle mesure l'aide octroyée au secteur de l'enseignement supérieur contribue effectivement à renforcer l'éducation dans le Sud. De ce fait, l'aide octroyée par la Belgique à l'enseignement dans le Sud souffre clairement d'un manque de transparence. Bien que les notes stratégiques "Enseignement et formation" de 2002 (ainsi que, récemment, celle de 2013) et la grande évaluation thématique de la politique belge en matière de développement dans le secteur de l'enseignement de 2007 aient appelé à miser davantage sur le sous-secteur de l'enseignement de base, la part relative de ce dernier dans l'APD totale affectée à l'enseignement n'a cessé de diminuer d'année en année depuis 2004 (tombant de 14 % en 2003 à 11 % en 2011)⁹.

verplichting om ook in haar gouvernementele en niet-gouvernementele ontwikkelingssamenwerking te blijven inzetten op de onderwijssector. Complementair aan de multilaterale (hoofdzakelijk financiële) bijdragen is er immers een grote behoefte aan de technische kennis, expertise en ervaring van bilaterale en niet-gouvernementele ontwikkelingspartners in de onderwijssector.

De Belgische financiële steun aan onderwijs in het Zuiden werd de laatste decennia gedomineerd door uitgaven in de sector van het hoger onderwijs (bijna 70 % in 2011⁷).

Een aanzienlijk deel van deze steun bestaat uit studiebeurzen, studiebeurzen die bovendien vaak niet gericht zijn op het verbeteren van onderwijssystemen en/of de onderwijssector in ontwikkelingslanden zelf maar hun finaliteit hebben in de ondersteuning van een ander beleidsdomein, bijvoorbeeld de landbouw- of gezondheidssector⁸. Nochtans stelt het OESO DAC dat het de finaliteit van een activiteit of programma is die bepaalt aan welke sector een uitgave moet worden toegewezen. Een groot deel van wat België rapporteert als steun aan de onderwijssector hoort dus in feite niet thuis in deze categorie (een doctoraatsbeurs in de landbouwsector draagt bij aan de versterking van de landbouwsector, niet de versterking van de onderwijssector). De werkelijke Belgische steun aan de onderwijssector in het Zuiden wordt dan ook danig overschat. Bij gebrek aan openbaar beschikbare informatie blijkt het bovendien ook na bijkomend onderzoek moeilijk om exact vast te stellen welk deel van de steun aan de sector van het hoger onderwijs wel ten goede komt aan de versterking van onderwijs in het Zuiden zelf. Hierdoor kampt de Belgische steun aan onderwijs in het Zuiden met een duidelijk gebrek aan transparantie. Hoewel de strategienota's "Onderwijs en vorming" van 2002 (recentelijk ook die van 2013) en de grote thematische evaluatie van het Belgische ontwikkelingsbeleid in de onderwijssector van 2007 beiden pleitten voor een grotere inzet op de subsector van het basisonderwijs, daalde het relatieve aandeel van basisonderwijs in de totale ODA voor onderwijs sinds 2004 jaar na jaar (van 14 % in 2003 tot 11 % in 2011)⁹.

Steven VANACKERE (CD&V)
Roel DESEYN (CD&V)

⁷ *Idem.*

⁸ *Idem.*

⁹ *Idem.*

⁷ *Idem.*

⁸ *Idem.*

⁹ *Idem.*

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE,

A. vu l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui garantit le droit à l'enseignement élémentaire gratuit et obligatoire;

B. vu l'article 13 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), qui consacre le droit d'accéder à l'enseignement primaire et secondaire;

C. vu les articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), qui consacrent le droit à l'enseignement primaire gratuit;

D. vu la Déclaration du Millénaire des Nations Unies du 8 septembre 2000, qui vise explicitement la mise en œuvre d'un enseignement primaire universel d'ici 2015 (Objectif du Millénaire n° 2);

E. vu la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (1990) et le Cadre d'action de Dakar (2000), qui appellent à mettre un terme aux inégalités d'accès à l'enseignement pour les groupes vulnérables;

F. vu la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et le programme d'action d'Accra (2008) qui privilégie l'efficacité et l'orientation vers les résultats;

G. considérant l'appel personnel lancé par le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, dans son initiative *Education First* (2012), qui vise à permettre à tout enfant d'aller à l'école;

H. considérant les effets positifs à long terme que l'enseignement a sur le développement économique, sur la stabilité politique et sur la construction du tissu social;

I. vu l'étude "Aide belge à l'enseignement de base: préparer l'avenir" (2013) réalisée par l'HIVA KU Leuven à la demande de Plan Belgique;

J. vu la "Note stratégique pour le secteur de l'éducation" du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (2013);

K. vu l'"Évaluation thématique de la coopération belge au développement dans le secteur de l'éducation" d'août 2007;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER,

A. gelet op artikel 26 van de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 1948 dat het recht op gratis en verplicht lager onderwijs garandeert;

B. gelet op artikel 13 van het Verdrag inzake de economische, sociale en culturele rechten van 1966 dat voorziet in het recht van toegang tot lager en middelbaar onderwijs;

C. gelet op artikelen 28 en 29 van het Verdrag inzake de rechten van het kind van 1989 die het recht op gratis lager onderwijs benadrukken;

D. gelet op de Millenniumverklaring van de Verenigde Naties van 8 september 2000 dat expliciet het realiseren van universeel basisonderwijs tegen 2015 beoogt (Millenniumdoelstelling 2);

E. gelet op de Wereldverklaring Education for All van 1990 en het Actiekader van Dakar 2000 waarin wordt opgeroepen om een einde te maken aan de ongelijkheden in de toegang tot onderwijs voor kwetsbare groepen;

F. gelet op de Verklaring van Parijs over de efficiëntie van hulp van 2005 en het Actieprogramma van Accra van 2008 die resultaatgerichtheid en efficiëntie van hulp centraal stellen;

G. overwegende de persoonlijke oproep van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties Ban Ki-Moon, vervat in zijn *Education First* initiatief (2012), om elk kind naar school te laten gaan;

H. overwegende de positieve langetermijneffecten die onderwijs heeft op economische ontwikkeling, politieke stabiliteit en de opbouw van het maatschappelijk weefsel;

I. gelet op het onderzoek "De Belgische hulp aan het basisonderwijs: historiek en denkpistes voor de toekomst" (2013) uitgevoerd door HIVA KU Leuven in opdracht van Plan België;

J. overwegende de "Strategienota voor de onderwijssector" van de FOD Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking (2013);

K. overwegende de "Thematische evaluatie van de Belgische ontwikkelingssamenwerking in de educatiesector" van augustus 2007;

L. constatant que le thème “Enseignement et Formation” fait partie des quatre secteurs de concentration de la Coopération belge au développement tel qu’ils ont été fixés dans la loi modifiée du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement;

M. constatant que l’enseignement a un impact positif avéré sur différents thèmes et secteurs prioritaires repris dans la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge tels que les soins de santé, l’agriculture et la sécurité alimentaire, l’égalité des genres, la protection de l’environnement, la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l’homme;

N. constatant que la coopération bilatérale directe belge est fortement concentrée sur le plan géographique et axée sur des pays de l’Afrique subsaharienne confrontés à de grands besoins et défis sur le plan de l’enseignement primaire et secondaire;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d’apporter des éclaircissements, dans le rapport APD annuel, quant aux dépenses destinées au secteur “enseignement et formation”, et ce, sur la base du principe que c’est selon la finalité d’une activité ou d’un programme que l’on détermine les secteurs auxquels des moyens doivent être attribués; et, dès lors, d’accroître la transparence des dépenses belges dans ce secteur et de mettre un terme à la surévaluation systématique des contributions versées par la Belgique en faveur de l’enseignement dans le Sud;

2. de mettre davantage de moyens à la disposition du secteur “enseignement et formation” dans le cadre de la coopération au développement, en accordant une attention spécifique à l’enseignement primaire et secondaire;

3. d’effectuer, dans le cadre de la préparation de nouveaux programmes indicatifs de coopération (PIC), en collaboration avec les pays partenaires de la coopération belge au développement, des analyses sectorielles approfondies pour tous les secteurs prioritaires de la coopération belge au développement, quels que soient les secteurs prioritaires du PIC existant;

4. s’il ressort des analyses sectorielles que les besoins dans l’enseignement sont importants, de permettre qu’il soit procédé à une réorientation du soutien apporté par la Belgique, ou qu’une aide supplémentaire soit prévue pour le secteur de l’enseignement; en vue d’augmenter l’appropriation locale et d’améliorer la coordination avec d’autres pays donateurs, il est crucial

L. gelet op de vaststelling dat “Onderwijs en Vorming” behoort tot de 4 concentratiesectoren van de Belgische ontwikkelingssamenwerking zoals bepaald in de vernieuwde Wet betreffende de Belgische ontwikkelingsamenwerking van 19 maart 2013;

M. gelet op de vaststelling dat onderwijs een bewezen positieve impact heeft op verschillende prioritaire thema’s en sectoren die zijn opgenomen in de wet betreffende de Belgische internationale samenwerking van 25 mei 1999, zoals gezondheidszorg, landbouw en voedselzekerheid, gendergelijkheid, bescherming van het milieu, vrede, democratie, goed bestuur en respect voor de mensenrechten;

N. gelet op de vaststelling dat de geografische concentratie van de Belgische directe bilaterale samenwerking sterk gericht is op landen in Sub-Sahara Afrika met grote noden en uitdagingen op vlak van lager en middelbaar onderwijs;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. in de jaarlijkse ODA rapportage duidelijkheid te scheppen in de uitgaven voor de sector “Onderwijs en Vorming” op basis van het principe dat het de finaliteit van een activiteit of programma is die bepaalt aan welke sector een uitgave moet worden toegewezen; en op die manier de transparantie van de Belgische uitgaven in de sector te verhogen en een einde te maken aan de systematische overschatting van de Belgische bijdrage aan het onderwijs in het Zuiden;

2. binnen het domein Ontwikkelingssamenwerking meer middelen ter beschikking te stellen van de sector Onderwijs en Vorming met specifieke aandacht voor het lager en middelbaar onderwijs;

3. in de voorbereiding van de opmaak van nieuwe Indicatieve Samenwerkingsprogramma’s (ISP) met de partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking grondige sectoranalyses uitvoeren voor alle prioriteitssectoren van de Belgische ontwikkelingsamenwerking ongeacht de prioriteitssectoren in het bestaande ISP;

4. indien de sectoranalyses uitwijzen dat er een belangrijke nood is in de onderwijssituatie, het mogelijk te maken dat een heroriëntering van de Belgische steun of een aanvullende Belgische steun voor de onderwijssector ondernomen kan worden. Met het oog op het verhogen van het lokaal eigenaarschap en het verbeteren van de coördinatie met andere donoren is het daarbij

à cet égard d'entamer le dialogue aussi bien avec les autorités qu'avec la société civile locale et les donateurs internationaux présents dans les pays partenaires;

5. compte tenu de l'ampleur de la coopération belge au développement, de poser un choix clair dans le secteur 'enseignement et formation' de la coopération belge au développement en faveur d'initiatives visant surtout à améliorer la qualité de l'enseignement, à lutter contre le décrochage scolaire et à promouvoir l'égalité d'accès à l'enseignement (en ce compris l'égalité des genres) pour les enfants des pays du Sud, et d'utiliser ainsi de manière optimale l'expertise belge en la matière;

6. dans le secteur "enseignement et formation", d'accorder la *priorité* aux sous-secteurs que sont l'enseignement primaire et l'enseignement technique et professionnel, et ce, conformément à la note stratégique qui vient d'être approuvée pour le secteur, ce qui suppose également une hausse relative des dépenses pour ces sous-secteurs;

7. de lutter, dans le secteur "enseignement et formation", mais également dans les autres secteurs de la coopération belge au développement, contre les barrières socio-culturelles empêchant les filles d'accéder à l'enseignement, telles que les mariages forcés d'enfants, les grossesses chez les adolescentes et la violence (sexuelle) à l'école, dès lors qu'elles limitent fortement l'accès à l'enseignement pour les filles;

8. d'augmenter la part des bourses destinées aux domaines d'études liés à l'enseignement (à la didactique) dans les programmes de bourses de la coopération bilatérale et indirecte belge afin que ces bourses renforcent davantage les systèmes d'enseignement et la qualité de l'enseignement dans le Sud;

9. de jouer un rôle de pionnier dans le domaine de l'enseignement destiné aux enfants du Sud, tant sur le plan politique que financier dans le cadre de la coopération multilatérale belge; notamment en apportant un soutien (continu) au Partenariat mondial pour l'éducation (*Global Partnership for Education*), à la première initiative mondiale pour l'éducation de l'ONU (*Global Education First Initiative*) et à l'UNESCO, et en soulignant l'importance de l'enseignement destiné aux enfants dans les forums compétents de l'ONU;

cruciaal de dialoog aan te gaan met zowel overheden, het lokale middenveld als de aanwezige internationale donoren in de partnerlanden;

5. rekening houdend met de omvang van de Belgische ontwikkelingssamenwerking binnen de sector Onderwijs en Vorming van de Belgische ontwikkelings-samenwerking een duidelijke keuze te maken voor initiatieven die vooral gericht zijn op het verbeteren van de onderwijskwaliteit, het verminderen van de schooluitval en de promotie van gelijke onderwijskansen (met inbegrip van gendergelijkheid) voor kinderen in het Zuiden en op deze manier optimaal gebruik te maken van de Belgische expertise ter zake;

6. binnen de sector Onderwijs en Vorming, conform de recent goedgekeurde strategienota voor de sector, prioritair werk te maken van de subsectoren basisonderwijs en technisch en beroepsonderwijs; wat ook een relatieve stijging van de uitgaven voor deze subsectoren veronderstelt;

7. binnen de sector Onderwijs en Vorming, maar ook in de andere sectoren van de Belgische ontwikkelings-samenwerking, werk maken van de strijd tegen socio-culturele barrières voor onderwijs voor meisjes zoals gedwongen kindhuwelijken, tienerzwangerschappen en (seksueel) geweld op school aangezien zij een belangrijke oorzaak zijn voor de beperktere onderwijskansen voor meisjes;

8. binnen de beurzenprogramma's van de Belgische bilaterale en indirecte samenwerking het aandeel beurzen voor onderwijs(kunde) gerelateerde studiedomeinen te verhogen opdat deze meer zouden bijdragen aan de versterking van het onderwijssystemen en de onderwijskwaliteit in het Zuiden;

9. zowel politiek als financieel in de Belgische multilaterale samenwerking een voortrekkersrol te spelen op het vlak van onderwijs voor kinderen in het Zuiden; onder meer door (blijvend) steun te verlenen aan het *Global Partnership for Education*, het *VN-Education First Initiative* en UNESCO en op bevoegde VN-fora het belang van onderwijs voor kinderen wereldwijd te benadrukken;

10. d'augmenter le nombre de spécialistes de l'enseignement au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, tant sur le terrain qu'au siège principal et de mieux valoriser les connaissances, l'expertise et l'expérience de terrain des intervenants non gouvernementaux.

21 février 2014

10. het aantal onderwijsspecialisten binnen de FOD Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking zowel op het terrein als op de hoofdzetel te verhogen en de kennis, expertise en terreinervaring van niet-gouvernementele actoren beter te valoriseren.

21 februari 2014

Steven VANACKERE (CD&V)
Roel DESEYN (CD&V)